

Décret n° 2004-167 du 26 Avril 2004
fixant la localisation et les modalités de fonctionnement des
barrières de pluie.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution :

Vu la loi n° 013-89 du 28 août 1989 fixant les pénalités applicables aux infractions à la réglementation de la circulation des véhicules routiers sur l'ensemble des routes bitumées de la République Populaire du Congo ;

Vu la loi n° 014-89 du 4 septembre 1989 fixant les pénalités sanctionnant les infractions à la réglementation sur les barrières des pluies instituées sur le réseau des routes non bitumées de la République Populaire du Congo ;

Vu la loi n° 1-2000 du 1^{er} février 2000 relative au régime financier de l'Etat ;

Vu la loi n° 7-2004 du 13 février 2004 portant protection du patrimoine routier national ;

Vu la loi n° 8-2004 du 13 février 2004 portant création d'un établissement public administratif dénommé fonds routier ;

Vu le décret n° 72- 39 du 8 février 1972 portant création d'un réseau routier principal et secondaire

Vu le décret n° 2000- 187 du 20 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2004-165 du 26 avril 2004 fixant la composition, les modalités d'emploi, de recouvrement et de versement des ressources du fonds routier ;

Vu le décret n° 2003-326 du 19 décembre 2003 relatif à l'exercice du pouvoir réglementaire ;

Vu le décret n° 2002-342 du 18 août 2002 portant organisation des intérimaires des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n° 2002-341 du 18 août 2002 tel que rectifié par les décrets n°s 2002-364 du 18 novembre 2002 et 2003-94 du 7 juillet 2003 portant nomination des membres du Gouvernement.

En Conseil des ministres,

DECRETE :

- 2- par décision des collectivités locales pour ce qui est du réseau des routes en terre relevant de leur ressort.

Article 8 : Aucune dérogation ne peut être accordée aux véhicules visés à l'article 3 du présent décret.

Toutefois, ne sont pas soumis aux règles régissant les barrières de pluie :

- 1- les ambulances et les véhicules des services chargés du maintien de l'ordre ;
- 2- les véhicules des services de lutte contre l'incendie ;
- 3- les cortèges officiels ;
- 4- les cortèges funéraires.

CHAPITRE II : DU FONCTIONNEMENT DES BARRIERES DE PLUIE

Article 9 : Les barrières de pluie fonctionnent en saison des pluies. Toutefois, en dehors de cette saison, les aléas climatiques peuvent justifier leur mise en fonctionnement.

Le fonctionnement des barrières de pluies est fixé par arrêté du préfet du département.

Article 10 : Compte tenu des risques de dégradation de la chaussée, les barrières de pluies sont fermées dès le début de la pluie et ne sont réouvertes à la circulation et aux véhicules visés à l'article 3 du présent décret que deux heures au moins après la fin de la pluie.

Article 11 : Les véhicules visés à l'article 3 du présent décret doivent, pendant la durée de la fermeture de la barrière, dégager complètement la chaussée afin de céder le passage aux usagers bénéficiant de franchises.

Article 12 : La gestion d'une barrière de pluie peut être concédée à une personne privée suivant des conditions fixées par un arrêté conjoint des ministres en charge des transports, des finances et des travaux publics.

CHAPITRE III : DES INFRACTIONS ET DES SANCTIONS

Article 13 : Les infractions sont constatées par le personnel assermenté des administrations chargées des travaux publics et des transports ou par des agents assermentés du secteur privé en cas de concession.

Le procès-verbal de constatation de l'infraction comporte, le cas échéant, une description précise des dégradations causées à la route et à ses équipements.

Article 14 : Le franchissement non autorisé d'une barrière de pluie entraîne les sanctions et l'amende prévues par la loi.

Article 15 : L'amende visée à l'article 14 du présent décret est exigible à la barrière de pluie.

Elle est versée au fonds routier, en ce qui concerne le réseau routier prioritaire urbain, interurbain, départemental et rural classé et non classé à la charge du budget de l'Etat, et au budget de la collectivité locale s'agissant du réseau routier à sa charge.

Le véhicule reste immobilisé sur le site de la barrière de pluie jusqu'au paiement intégral de l'amende sous l'entière responsabilité et aux frais du transporteur.

Après 48 heures d'immobilisation, le véhicule est mis en fourrière par les autorités locales compétentes.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Article 16 : Les agents publics gestionnaires des barrières de pluie sont désignés, selon les cas, par décision du ministre en charge des travaux publics ou par décision de la collectivité locale concernée.

Ces agents perçoivent une indemnité dont le montant et les modalités sont déterminés, selon le cas, par arrêté des ministres en charge des travaux publics et des finances en ce qui concerne les barrières à la charge de l'Etat ou par délibération des collectivités locales pour ce qui est des barrières à la charge du budget des collectivités locales.

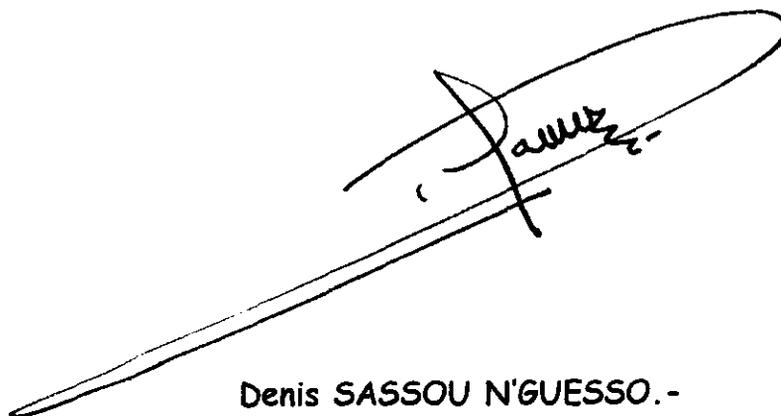
Les frais d'installation et de fonctionnement des barrières de pluies sont pris en charge par :

- 1- le fonds routier en ce qui concerne les barrières érigées sur le réseau routier prioritaire urbain, interurbain, départemental et rural classé et non classé à la charge de l'Etat ;
- 2- les collectivités locales pour ce qui est des barrières érigées sur le réseau routier dont l'entretien est à leur charge ;
- 3- toute autre source de financement.

Article 17 : Le présent décret sera enregistré, inséré au Journal officiel et communiqué partout où besoin sera.

2004-167

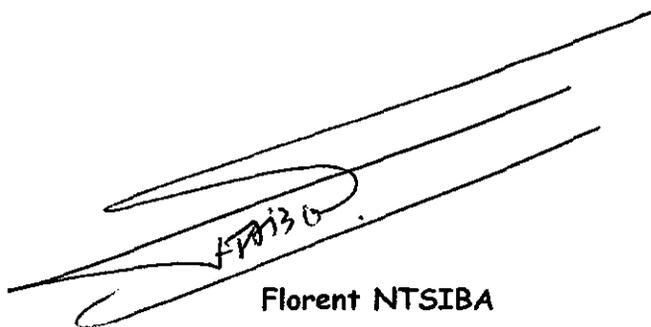
Fait à Brazzaville, le 26 Avril 2004



Denis SASSOU N'GUESSO.-

Par le Président de la République,

Le ministre de l'équipement et des travaux publics,



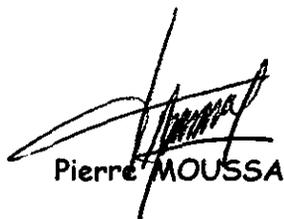
Florent NTSIBA

Le ministre d'Etat, chargé de la coordination de l'action gouvernementale, ministre des transports et des privatisations,



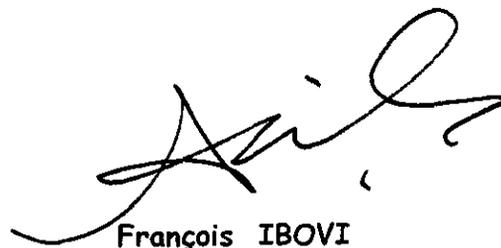
Isidore MVOUBA

Pour le ministre de l'économie, des finances et du budget en mission,
Le ministre du plan, de l'aménagement du territoire et de l'intégration économique,



Pierre MOUSSA

Le ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation,



François IBOVI